



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Pyrénées-Orientales

**Mission de maîtrise d'œuvre pour l'isolation des toitures terrasses, le remplacement des CTA et l'installation d'une production photovoltaïque de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Pyrénées-Orientales**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**N° 661/25/04**

**Date document : 1<sup>er</sup> JUILLET 2025**

**POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE/ASSISTANCE**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :  
**Madame la Directrice de la CPAM des Pyrénées-Orientales**  
Madame Sandrine CABOT

Le Maître d'ouvrage est :  
**Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Pyrénées-Orientales**  
2, rue Remparts Saint-Mathieu – 66000 Perpignan

Assistance à la Maîtrise d'ouvrage :  
**PRECI OCCITANIE**  
3 BD du Professeur Léopold Escande 31000 TOULOUSE

# SOMMAIRE

GENERALITES .....	5
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 Objet du marché .....	5
1.2 Maître de l’ouvrage .....	6
1.3 Titulaire du marché .....	6
1.4 Sous-traitance .....	6
1.5 Catégorie d’ouvrages et nature des travaux .....	6
1.6 Contenu des éléments de mission et compétences .....	6
1.7 Intervenants autres que les parties.....	8
1.8 Mode de dévolution des travaux .....	10
1.9 Organisation des équipes et collaborateurs du maître d’œuvre.....	10
1.10 Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants.....	10
1.11 Durée du marché .....	10
1.12 Prestations similaires.....	11
1.13 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) .....	11
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	11
2.1 Pièces particulières .....	11
2.2 Pièces générales.....	12
PRIX ET REGLEMENT DES PRESTATIONS .....	12
ARTICLE 3 - FORFAIT DE REMUNERATION.....	12
3.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	12
3.2 Fixation du cout prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen.....	13
3.3 Dispositions diverses.....	13
ARTICLE 4 - PRIX.....	13
4.1 Forme du prix .....	13
4.2 Mois d’établissement du prix du marché .....	13
4.3 Modalités d’actualisation du prix .....	13
4.4 Modalités de révision du prix.....	14
ARTICLE 5 - REGLEMENT DES PRESTATIONS .....	14
5.1 Avance.....	14
5.2 Acomptes.....	15
5.3 Rémunération des éléments.....	16
5.4 Acompte et remise de la demande de Paiement.....	16
5.5 Solde.....	18
5.6 Délais de règlement.....	19
5.7 Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement.....	19
DELAIS – PENALITES .....	20
ARTICLE 6 – DELAIS- PENALITES GENERALES.....	20
6.1 Pénalités pour absence à une réunion.....	20
6.2 Pénalités pour retard dans le remplacement d’un membre de l’équipe dédiée .....	20
6.3 Pénalités spécifiques .....	20
ARTICLE 7 - DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE « ETUDES » .....	20
7.1 Etablissement des documents d’études .....	20
7.2 Réception des documents d’études .....	21
7.3 Validation des documents d’études par le maître de l’ouvrage .....	22
7.4 Délais et pénalités de retard dans l’exécution des reprises d’études.....	22

7.5 Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché.....	22
ARTICLE 8 - DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE « TRAVAUX » .....	22
8.1 Visa des études d'exécution .....	22
8.2 Vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur .....	23
8.3 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur .....	23
8.4 Instruction des mémoires de réclamation .....	23
8.5 Ordres de service .....	23
8.6 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception .....	24
8.7 Période de garantie de parfait achèvement.....	24
EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX .....	25
ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX .....	25
ARTICLE 10 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT .....	25
ARTICLE 11 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	25
ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLERANCE .....	25
ARTICLE 13 - COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX .....	25
EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	26
ARTICLE 14 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	26
ARTICLE 15 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT .....	26
ARTICLE 16 - TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX ...	26
ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT.....	26
DE REALISATION DES TRAVAUX .....	26
ARTICLE 18 - COUT CONSTATE DES TRAVAUX.....	27
ARTICLE 19 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE....	27
ARTICLE 20 - MESURES CONSERVATOIRES.....	27
ARTICLE 21 - ORDRES DE SERVICE .....	27
ARTICLE 22 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	28
ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	28
ARTICLE 23 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	28
ARTICLE 24 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	28
ARTICLE 25 – INTERRUPTION – SUSPENSION – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	29
ARTICLE 26 - ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	29
RESILIATION DU MARCHE – RESPONSABILITES – ASSURANCES.....	29
ARTICLE 27 - RESILIATION DU MARCHE.....	29
27.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	29
27.2 Résiliation pour faute du Maître d'Œuvre.....	29
27.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché ou liés au marché.....	30
27.4 Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel.....	30
27.5 Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre .....	31
27.6 Complément au chapitre VI du CCAG – MOE .....	31
ARTICLE 28 – CONFIDENTIALITE - MESURE DE SECURITE .....	31
ARTICLE 29 – MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN.....	33
ARTICLE 30 – OBLIGATION DE CONSEIL .....	34
ARTICLE 31 - ASSURANCES.....	34
ARTICLE 32 – AUTRES PIECES A PRODUIRE .....	35
ARTICLE 33 – SAISIE ARRET .....	35
ARTICLE 34 - REGLEMENT DES LITIGES.....	35

DEVELOPPEMENT DURABLE.....	36
ARTICLE 34 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	36
ARTICLE 35 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET AU CCAG TRAVAUX.....	38
ANNEXE 1 – MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION.....	38
ANNEXE 2 – LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE .....	38

# GENERALITES

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour l'isolation des toitures terrasses, le remplacement des CTA (Centrale de Traitement de l'Air) et l'installation d'une production photovoltaïque de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Pyrénées-Orientales.

Les travaux seront réalisés en site occupé.

En parallèle du présent projet (toitures, CTA et panneaux photovoltaïques), la CPAM réalise un projet de réaménagement des espaces de travail. La MOE choisie devra prendre en compte ces nouveaux aménagements, notamment dans le dimensionnement des centrales de traitement de l'air. L'emplacement des centrales et leur nombre sera optimisé.

Ces travaux devront permettre d'obtenir les débits réglementaires de ventilation (RSDT) dans tous les locaux du bâtiment.

Par ailleurs, un projet de traitement des eaux non conventionnelles sera également conduit. La maîtrise d'œuvre devra intégrer ce projet dans sa réflexion globale, notamment en prenant en compte les incidences de cet autre projet sur les travaux faisant l'objet du présent marché, à savoir (liste non exhaustive) :

- ✓ Gestion de la co-activité entre entreprises,
- ✓ Densification du site et dimensionnement de la CTA suivant le projet retenu sur l'autre opération,
- ✓ Possible incidence de la gestion des eaux de pluies sur les travaux des toitures terrasses à rénover.

Des réunions de coordination entre les deux MOE seront organisées durant toute la durée de l'opération (études et chantiers).

Le lieu d'exécution de la prestation :

Caisse Primaire d'Assurance Maladies des Pyrénées-Orientales  
Site « LA MASSANE »  
2, rue des Remparts Saint Mathieu  
66000 Perpignan

A titre indicatif, on peut prévoir que les études commenceront mi-octobre 2025.

Le détail des prestations est repris dans le Programme fonctionnel et technique et au Cahier des clauses techniques particulières du dossier de consultation des entreprises.

**Le marché est passé en application** des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale et du Code de la commande publique issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, parus au Journal officiel du 5 décembre 2018.

La procédure retenue est la procédure adaptée passée en application des articles L2123-1 et R2123-1, R2123-4, R2123-5, R 2131-12 et 13, R 2131-18 du Code de la commande publique.

## 1.2 Maître de l'ouvrage

---

Le Maître de l'ouvrage est :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Pyrénées-Orientales**

L'autorité représentant le pouvoir adjudicateur est :

**Madame la Directrice de la CPAM des Pyrénées-Orientales**

Madame Sandrine CABOT

## 1.3 Titulaire du marché

---

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le Maître d'Œuvre" sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement, étant entendu que le mandataire d'un groupement conjoint de prestataires est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement.

## 1.4 Sous-traitance

---

Le maître d'œuvre, architecte, ne peut donner en sous-traitance le projet architectural visé par la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977 qui « *définit par des plans et documents écrits, l'implantation des bâtiments, leur composition, leur organisation et l'expression de leur volume ainsi que le choix des matériaux et des couleurs* » (article 3 alinéa 2 de la loi du 3 janvier 1977 modifiée).

Les autres missions peuvent alors être sous-traitées, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées au chapitre II du Titre IV relatif à l'exécution du marché public du décret relatif aux marchés publics, ainsi que la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont jointes en annexe à l'acte d'engagement.

## 1.5 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

---

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages de bâtiment : bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

## 1.6 Contenu des éléments de mission et compétences

---

La mission de maîtrise d'œuvre sera exercée conformément aux missions de maîtrise d'œuvre définies aux articles L 2431-1 à 3 et R 2431-1 à 3 du code de la commande publique.

Le contenu des éléments de mission constituant la mission confiée au maître d'œuvre, sera en tout point conforme aux missions définies aux articles R 2431-4 à 23 du code de la commande publique.

Le présent marché concerne une mission de maîtrise d'œuvre constituée des éléments suivants :

APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT/DCE	Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
EXE TOTALE	Réalisation complète des études d'exécution

DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

La mission du maître d'œuvre sera complétée par :

- mission DIAG : Diagnostic
- mission OPC : Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier
- mission SSI : Coordination des systèmes de sécurité incendie

A titre indicatif, on peut prévoir que les études commenceront mi-octobre 2025.

Le montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est évalué à 259 000€HT.

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Pendant toute l'exécution du marché, l'équipe pluridisciplinaire de la maîtrise d'œuvre devra démontrer qu'elle comporte et maîtrise les compétences nécessaires à cette opération.

Compte tenu des spécificités techniques du projet, le maître d'ouvrage exige que l'équipe de maîtrise d'œuvre proposée dispose, en son sein ou via des membres du groupement ou des sous-traitants identifiés, des compétences suivantes :

Compétences obligatoires :

- **Architecture**  
Architecte diplômé d'état (DPLG ou HMNOP).
- **Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**  
Un OPC pouvant justifier d'une expérience de plus de 5 ans dans la conduite et le pilotage d'opération.
- **Bureau d'études Structure**  
Avec compétences en étude et dimensionnement de structure béton/métallique/bois (qualification **OQIBI 1202** ou expériences significatives permettant de juger de cette compétence).
- **Bureau d'étude génie climatique**  
Avec compétences en installations courantes de chauffage et de VMC (**qualification OQIBI 1312 ou 1313**).
- **Bureau d'études Génie électrique avec des compétences**
  - ✓ en dimensionnement d'installations photovoltaïques (qualification **OQIBI 2015** ou équivalent ou expériences significatives permettant de juger de cette compétence)
  - ✓ en ingénierie en électricité courant fort (**qualification OQIBI 1419 et 1420** ou équivalent ou expériences significatives permettant de juger de cette compétence).

- **Économie de la construction**

Un économiste de la construction, capable d'assurer l'estimation financière des travaux, la rédaction des pièces techniques et administratives (notamment les CCTP et DPGF), l'analyse des offres des entreprises et le suivi budgétaire de l'opération.

- **Compétence SSI**

Coordination des systèmes de sécurité incendie.

Certaines qualifications ou homologations pourront être valorisées si indiquées dans le mémoire :

- Qualification **OQIBI 1223** en Maîtrise d'œuvre des corps d'état de clos couvert,
- Homologation AIPR de collaborateurs, en vue des raccordements au réseau dans le cadre de la mise en place de panneaux photovoltaïques.

Compétences spécifiques liées à la Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE)

- Dans le cadre de la Prestation Supplémentaire Éventuelle relative à la végétalisation des toitures terrasses (article 1.13 du présent CCAP), le titulaire du marché devra mobiliser une compétence spécialisée en toitures végétalisées. Cette compétence inclut la conception, la mise en œuvre et le suivi technique des systèmes de végétalisation, ainsi que la prise en compte des contraintes thermiques, structurelles et environnementales propres à cette solution.

Le candidat pourra associer des disciplines complémentaires qui, selon lui en sa qualité de professionnel tenu à un devoir de conseil à l'égard de la maîtrise d'ouvrage, seraient rendues nécessaires par rapport à l'envergure et la complexité économique du projet.

## **1.7 Intervenants autres que les parties**

---

### **1.7.1 Contrôle technique (CT/BC)**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions définies dans la norme NF P03-100 critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé assurant les missions suivantes :

• **Mission LP** : intègre la mission « L » ; en outre elle s'étend à la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages relatifs à la solidité des voiries et réseaux divers privatifs, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que pour les bâtiments des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages.

• **Mission LE** : vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes.

• **Mission F** : Fonctionnement des installations (réseau alimentation eau/chauffage/VMC/courants forts).

• **Mission STI** : Sécurité incendie Code du travail relatif à la sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire ou de l'industrie.

• **Mission SEI** : Sécurité des personnes dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

• **Mission Hand** : les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique de construction contribue au titre de la mission HAND sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.



- **Mission Hysa** : relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments autres que d'habitation.
- **Mission VIEL-Consuel** : relative aux vérifications des installations électriques.
- **Mission GTB** : relative à la gestion technique du bâtiment.
- **Mission S** : relative à la sécurité des personnes dans les constructions.
- **Mission PHA** : relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation.

Le maître d'œuvre, titulaire du présent marché doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

### ***1.7.2 Coordination santé, protection et sécurité (CSPS)***

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et aux décrets d'application du 26 décembre 1994 et du 4 mai 1995.

L'opération relève de la catégorie 2 conformément aux articles L. 4531-1s et R. 4531-1s du code du travail.

En application des articles L. 4531-1 au L. 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC) ou Plan Général de Coordination Simplifié (PGCS), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre, titulaire du présent marché, doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du coordonnateur SPS que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet.

Il donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

À la demande du coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, titulaire du présent marché, vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au bureau de contrôle et au maître de l'ouvrage.

Les modalités pratiques de coopération avec le coordonnateur SPS sont annexées au présent CCAP : le titulaire s'engage à respecter et à appliquer ces modalités.

### ***1.7.3 Coordination Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)***

La mission SSI est confiée au titulaire du présent marché.

### ***1.7.4 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)***

La mission OPC est confiée au titulaire du présent marché.

### **1.7. Assistance à la Maîtrise d’Ouvrage (AMO)**

PRECI OCCITANIE  
CPAM de Haute Garonne  
3 BD du Professeur Léopold Escande  
31000 TOULOUSE

### **1.8 Mode de dévolution des travaux**

---

Lors de sa mission d’avant-projet et de sa mission projet, le titulaire établira l’allotissement des travaux si nécessaire.

### **1.9 Organisation des équipes et collaborateurs du maître d’œuvre**

---

La collaboration de spécialistes peut être requise par le maître d’ouvrage dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Les spécialistes payés par le maître d’œuvre interviennent en qualité de consultants.

Le maître d’œuvre désignera ses collaborateurs concourant aux études en présentant leurs curriculums dans un mémoire justificatif. Si, en cours de marché, le maître d’œuvre décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l’acceptation du maître d’ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

Le maître d’ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas le maître d’œuvre s’engage à remplacer les collaborateurs recusés.

### **1.10 Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants**

---

Dès la réunion de lancement, le maître d’ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l’article 3.9 du CCAG-MOE, les modalités de collaboration du maître d’œuvre avec l’ensemble des prestataires du maître d’ouvrage concourant à l’opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d’ouvrage autorise le maître d’œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s’engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l’opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l’un des autres intervenants, le maître d’œuvre informe le maître d’ouvrage sans délais.

### **1.11 Durée du marché**

---

Le marché débute à la notification du marché au titulaire et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement soit 30,5 mois.

Les délais d’exécution des documents d’étude, de la mission OPC, des opérations de réception, du PV SSI et du dossier des ouvrages exécutés sont les suivants :

DIAG	4 semaines
APS	4 semaines
APD	10 semaines
PRO / CCF SSI	6 semaines
ACT/DCE	7 semaines

EXE TOTALE	6 semaines
DET	39 semaines
AOR et PV SSI	20 jours calendaires
DOSSIER IDENTITE SSI	15 jours
DOE	15 jours
OPC	39 semaines

Délai global d'exécution de l'ensemble des travaux : 9 mois, soit 39 semaines (période de préparation de chantier incluse).

### 1.12 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'organisme se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Ce premier marché prend en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux travaux. La durée pendant laquelle le nouveau marché peut être conclu ne dépasse pas trois ans à compter de la notification du marché initial.

### 1.13 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Une Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE) est prévue dans le cadre du présent marché. Elle concerne un complément à l'isolation des toitures terrasses, consistant en la végétalisation des toitures.

La mission de maîtrise d'œuvre liée à cette PSE inclura l'adaptation des études et du projet de travaux à une solution de toiture végétalisée (système de végétalisation extensive).

Les candidats doivent impérativement chiffrer cette PSE dans leur offre. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non cette prestation lors de l'attribution.

## ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

### 2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes :
  - Annexe 1 : déclaration de sous-traitance,
  - Annexe 2 : cadre pour formule de nantissement ou cession de créance,
  - Annexe 3 : répartition par cotraitant,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) en date du 31 janvier 2025 et ses annexes :
  - Annexe 1 : les modalités pratiques de coopération,
  - Annexe 2 : livret de sécurité du prestataire,
  - Annexe 3 : attestation sur l'honneur sur les consignes de sécurité et les clauses de confidentialités applicables aux locaux de la CPAM des P.O,
  - Annexe 4 : missions et répartitions des temps d'intervention des membres du groupement.
- Le cahier des clauses techniques particulières : Contenu des éléments de mission du maître d'œuvre,
  - L'annexe 1 au cahier des clauses techniques particulières : répartition des études d'exécution,

- DTA et RDTA rapport bureau Véritas n° : 24253328/S3/1/AM-DTA du 13/12/2024,
- RAAT rapport amiante avant travaux,
- Le programme fonctionnel et technique en date du 07 mars 2025.

## 2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG – MOE) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la norme Afnor NF P03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction ;
- La norme NF EN 1991-1-4 (Eurocode 1) – Actions sur les structures : particulièrement pour les projets en toiture terrasse et les installations de panneaux photovoltaïques qui nécessitent une prise en compte des charges et des conditions climatiques spécifiques.
- La réglementation relative à la gestion des déchets de chantier (loi sur la transition énergétique, norme NF EN 13950 relative aux déchets de construction, etc.).
- Les textes relatifs à la transition énergétique, notamment la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), le Code de l'énergie, les arrêtés régissant l'autoconsommation et le raccordement des installations photovoltaïques, ainsi que les normes techniques applicables (NF C 15-100, IEC 61215, etc.) régissent l'intégration des systèmes photovoltaïques et les exigences associées en matière de sécurité et d'infrastructures.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) pour travaux de génie civil approuvé par l'arrêté du 30 mai 2012 ;
- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- le code de la commande publique,
- Tous les autres textes législatifs ou réglementaires ayant une relation directe ou indirecte avec l'ouvrage à réaliser, sa conception, sa réalisation, sa mise en service et son exploitation.

## PRIX ET REGLEMENT DES PRESTATIONS

### ARTICLE 3 - FORFAIT DE REMUNERATION

#### 3.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent marché.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de la prestation.

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire conformément à l'article R.2112-16 du code de la commande publique. Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de l'attribution du marché tels que :

- contenu de la mission fixée par le CCAP ;
- part de l'enveloppe financière affectée aux travaux ;
- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- modes prévisionnels de dévolution et de passation des marchés de travaux ;

- durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation ;
- continuité du déroulement de l'opération ;
- coûts en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

### **3.2 Fixation du cout prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen**

---

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées, lors de l'acceptation de l'APD par le maître d'ouvrage.

Ainsi, pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage conviennent de négocier un avenant. Cet avenant prendra également en compte l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

### **3.3 Dispositions diverses**

---

Les forfaits de rémunération sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 4 - PRIX**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le marché sont exprimés hors T.V.A.

### **4.1 Forme du prix**

---

Le présent marché est un marché conclu à prix forfaitaire et ferme conformément aux articles R 2112-6 et R 2112-16 du code de la commande publique. Le prix est actualisable suivant les modalités fixées à l'article 4.3 ci-après.

### **4.2 Mois d'établissement du prix du marché**

---

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (Mo Etudes) correspondant au mois précédent celui de la date limite de remise des offres indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement.

### **4.3 Modalités d'actualisation du prix**

---

En application de l'article 10.1.2 du CCAG-MOE, le prix est actualisable lorsqu'un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix sera actualisé au moyen de la formule ci-après :

$$P_m = P_o (0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_o})$$

dans laquelle :

P <sub>m</sub>	: Prix révisé au mois "m" (mois de révision)
P <sub>o</sub>	: Prix initial au mois Mo
ING <sub>m</sub>	: Index ingénierie précédant de trois mois le début d'exécution des prestations
ING <sub>o</sub>	: Index ingénierie d'origine correspondant à la valeur de l'indice au mois Mo

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. Lesdits coefficients correspondent à  $(0,125 + 0,875 \frac{ING_m}{ING_o})$

#### 4.4 Modalités de révision du prix

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché. Aucune révision, à la hausse ou à la baisse, ne sera admise, sauf dispositions légales impératives contraires.

## ARTICLE 5 - REGLEMENT DES PRESTATIONS

### 5.1 Avance

Sauf en cas de refus du titulaire dans l'acte d'engagement du présent marché, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En application de l'article 11.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
  - ❖ le taux de l'avance est fixé à 20% en application de l'article A.11.1 du CCAG-MOE
- Lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
  - ❖ à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Si la durée globale prévisionnelle indiquée à l'acte d'engagement est inférieure à 12 mois, ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si cette durée est supérieure à douze mois, ce taux s'applique à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal au seuil fixé à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

## **5.2 Acomptes**

---

L'opération de travaux est inscrite sur le plan immobilier de la caisse nationale.

Dans ce cadre, chaque élément de mission achevé fait l'objet d'une validation par les conseils experts du maître de l'ouvrage.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

### ***5.2.1 Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIAG, APS, APD***

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs à l'élément APS, seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant dans le présent marché. Dès que le forfait définitif de rémunération sera fixé, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs à l'élément APS.

### ***5.2.2 Pour l'établissement des documents d'études suivants : PRO***

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total et acceptation de chaque élément de mission par le maître de l'ouvrage par ordre de service.

Toutefois, ces prestations peuvent faire l'objet d'acomptes avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'œuvre, comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **5.2.3 Pour l'établissement des documents d'études (EXE) ou l'exécution des prestations de VISA**

Les prestations feront l'objet d'un règlement au prorata de l'avancement de la mission

### **5.2.4 Pour l'exécution de prestations d'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : 60 % ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 40 %

### **5.2.5 Pour l'exécution des prestations de direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)**

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85 %.
- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15%

### **5.2.6 Pour l'exécution des prestations d'assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 1°) à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20 % ;
- 2°) à la validation MOE du dossier des ouvrages exécutés : 30 % ;
- 3°) à l'achèvement des levées de réserves : 30 % ;
- 4°) à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages, prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 20 %

### **5.2.7 Pour l'exécution de la mission OPC**

Les prestations seront réglées en fonction de l'exécution des travaux, proportionnellement au montant des travaux réalisés.

## **5.3 Rémunération des éléments**

---

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

## **5.4 Acompte et remise de la demande de Paiement**

---

Le maître d'œuvre peut transmettre les demandes de paiements :

- Par mail à l'adresse suivante :

[gda.cpa-pyrenees-orientales@assurance-maladie.fr](mailto:gda.cpa-pyrenees-orientales@assurance-maladie.fr)



- Par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> Aux fins de, soit :
  - déposer ses factures sur le portail ;
  - saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Les modalités d'établissement de la demande de paiement, et le cas échéant l'utilisation de modèle propre au maître d'ouvrage, sont précisées au maître d'œuvre lors de la réunion de lancement.

Par application de l'article 11.2 du CCAG-MOE, le règlement des acomptes du marché se fait par des acomptes mensuels. Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

Conformément aux articles 11.3 à 11.5 du CCAG MOE La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 21.3 du CCAG-MOE ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et selon les modalités particulières définies aux articles 5.2.1 à 8 et 5.3.

Par application de l'article 11.6 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au maître d'œuvre.

Le paiement de l'acompte doit intervenir 30 jours au plus tard après la réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

## **5.5 Solde**

---

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du présent marché, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

### ***5.5.1 Projet de Décompte final et Décompte Final***

Par application de l'article 11.7 et suivants du CCAG-MOE, le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre.

Le maître d'œuvre est lié par les indications figurant sur le décompte final.

Le décompte final arrêté par le maître de l'ouvrage comprend :

- le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-avant ;
- le montant des missions complémentaires ;
- le montant des révisions de prix applicables intégrant le dernier état des index connus à la date d'établissement du projet de décompte final ;
- le montant des éventuelles réclamations non régularisées ;
- le récapitulatif des sommes perçues au titre des acomptes ;
- la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage ;
- les pénalités éventuelles pour retard susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- le solde, distinguant l'incidence de la TVA.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

### ***5.5.2 Décompte général - Etat du solde***

Il est fait application de l'article 11.8 du CCAG-MOE.

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- le récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Lorsque la valeur finale des indices ou index de référence n'est pas connue au moment de l'établissement du décompte général, ce dernier est établi en prenant en compte la dernière valeur de référence connue.

Si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le maître d'œuvre au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Conformément à l'article 11.8.3 du CCAG-MOE, si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, il est fait application du CCAG-MOE. En cas de désaccord, ce dernier est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

## **5.6 Délais de règlement**

---

Conformément aux articles R 2191-21 à 22 et R 2191-26 du code de la commande publique, le paiement des acomptes, des règlements partiels et du solde interviendra, dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la réception, par le maître d'ouvrage, de la demande, dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent CCAP.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement des acomptes et du solde sera effectué par le Directeur comptable et financier de l'organisme après ordonnancement de la somme par l'ordonnateur, à savoir sa Directrice.

A l'expiration du délai de paiement, le maître d'œuvre a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

## **5.7 Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement**

---

Il est fait application de l'article 12 du CCAG.MOE.

En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

## DELAIS – PENALITES

Concernant l'ensemble des pénalités consacrées dans le présent CCAP aux articles 6, 7 et 8, il est dérogé aux articles 16.2 à 16.2.4 du CCAG-MOE.

### ARTICLE 6 – DELAIS- PENALITES GENERALES

#### 6.1 Pénalités pour absence à une réunion

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il a été dûment convoqué est pénalisée. Les pénalités sont de 200 € HT par absence. Est considérée également comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

Tout retard dans la diffusion de compte-rendu de réunion au-delà de deux jours calendaires à compter de la date de la réunion est pénalisé. Les pénalités sont de 30 € HT par jour.

L'ensemble de ces dispositions s'appliquent aux réunions des phases études et travaux y compris aux réunions hebdomadaires de chantier.

#### 6.2 Pénalités pour retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée

Le titulaire dispose d'un délai de sept jours pour procéder au remplacement d'un membre dont le nom est mentionné dans l'offre, lorsque ce dernier n'est plus affecté définitivement ou temporairement à la présente prestation. En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il est appliqué au titulaire une pénalité de 100 € HT par jour calendaire à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du marché.

#### 6.3 Pénalités spécifiques

En cas de perte d'une clé, d'un badge ou de tous autres petits matériels remis au titulaire pour l'exécution de ses prestations : remboursement du coût de remplacement par perte.

### ARTICLE 7 - DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE « ETUDES »

#### 7.1 Etablissement des documents d'études

**Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés à l'article 6 de l'acte d'engagement.**

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- Pour l'élément DIAG : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché ;
- Pour les éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, du prononcé de la réception du document d'études le précédent, ce pour chaque élément de mission, dans l'ordre chronologique du déroulement de l'opération. Le maître d'ouvrage **refusera** tout document d'étude :
  - S'il est incomplet
  - S'il n'est pas transmis par courrier recommandé avec AR ou contre récépissé en réunion de maîtrise d'œuvre

Dans ces cas, les pénalités de retard seront appliquées par le maître d’ouvrage à compter du prononcé de la réception du document d’étude précédent.

- Pour le rapport d’analyse des offres : date de l’accusé de réception de l’ensemble des offres par le maître d’œuvre.
- Pour le DOE (dossier des ouvrages exécutés) : date de réception des travaux.

Par dérogation à l’article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d’études, le maître d’œuvre subit sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, à 1/2000 du montant de l’acompte correspondant à la phase concernée.

Par dérogation à l’article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités ci-dessus s’appliqueront quel qu’en soit le montant.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l’écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document.

## 7.2 Réception des documents d’études

Conformément à l’article 20.4.2 du CCAG-MOE le maître d’œuvre doit aviser par écrit le maître de l’ouvrage de la date à laquelle les documents d’études lui seront présentés.

Les documents d’études et le DOE sont remis par le maître d’œuvre au maître d’ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le support de transmissions et le nombre d’exemplaires à fournir.

Document	Support	Nombre d’exemplaires
DIAG	Format : .doc .pdf .exel .dwg	1
APS		1
APD		1
PRO / CCF SSI		1
ACT/DCE		1
EXE TOTALE		1
DET		1
AOR et PV SSI		1
DOSSIER IDENTITE SSI		1
DOE		1

Le maître de l’ouvrage examine et donne son accord sur chaque dossier d’étude.

Si son acceptation est assortie d’observations et de remarques, le maître d’œuvre doit :

- à l’issue de chaque phase de la phase DIAG à la phase ACT, le maître d’ouvrage transmettra ses remarques et observations à l’équipe de Maîtrise d’œuvre qui aura à charge de les intégrer :
  - soit à la phase suivante lorsque celles-ci sont assorties d’un avis de lancement de la phase suivante,
  - soit, sans avis de lancement de la phase suivante, dans une version mise à jour du dossier dans un délai de 15 jours ouvrés ;

- remettre dans un délai de 30 jours ouvrables les dossiers rectifiés pour le dossier de consultation des entreprises comprenant les études de projet et d'exécution. En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées ci-dessus seront appliquées.

### 7.3 Validation des documents d'études par le maître de l'ouvrage

Pour se prononcer sur les documents d'études visés à l'article 6 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage dispose des délais suivants :

DIAG	2 semaines
APS	2 semaines
APD	4 semaines
PRO	2 semaines
ACT/DCE	2 semaines
EXE TOTALE	1 semaine
DET	1 semaine
AOR	20 jours

### 7.4 Délais et pénalités de retard dans l'exécution des reprises d'études

Le délai pour la reprise des études nécessitées, par l'application de l'article 9 du présent CCAP, sera notifié par décision acceptée sans réserve au titulaire. Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, une pénalité de 150 € HT par jour est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées ci-dessus.

### 7.5 Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, une pénalité de 200 € HT par jour est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché.

## ARTICLE 8 - DELAIS – PENALITES POUR LA PHASE « TRAVAUX »

Les articles suivants dérogent à l'article 16 du CCAG-MOE.

### 8.1 Visa des études d'exécution

Le délai imparti au maître d'œuvre pour viser les études d'exécution des entreprises titulaires des marchés de travaux (plans d'exécutions, de synthèse ...) est de 7 jours calendaires à compter de la date de réception des documents par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour fournir aux entreprises titulaires des marchés de travaux les détails complémentaires nécessaires à l'exécution.

Tout retard dans le délai de visa des études d'exécution ou dans la transmission de détails complémentaires nécessaires à l'exécution est pénalisé. Les pénalités sont de 200 € HT par jour calendaire de retard et par document.

## **8.2 Vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur**

---

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12.1.9 du CCAG Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue de l'ordonnancement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, dimanches et jours fériés compris, à 1/500 du montant hors taxe, en prix de base, des décomptes de travaux concernés.

## **8.3 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

---

Le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final transmis par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3.3 du CCAG Travaux. Dès qu'il a accepté ou vérifié le projet de décompte final, celui-ci devient le décompte final.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général, conformément à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 12.4.2 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général. Celui-ci devient le décompte général.

## **8.4 Instruction des mémoires de réclamation**

---

Le délai d'instruction par le maître d'œuvre d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 15 jours calendaire à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 150 € HT.

## **8.5 Ordres de service**

---

Les ordres de service dont l'émission est subordonnée à une décision préalable du maître d'ouvrage prévue à l'article 21 ci-dessous devront être notifiés à l'entrepreneur dans un délai de 7 jours calendaires compté à partir de la date de réception par le maître d'œuvre de la décision du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 € HT.

## **8.6 Procès-verbaux des opérations préalables à la réception**

---

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du CCAG Travaux.

L'opération de travaux étant séparée en phases avec délais d'exécution distincts du délai d'exécution de l'ensemble des travaux, cela implique des réceptions partielles.

Ces réceptions partielles sont soumises aux mêmes règles que les réceptions complètes.

La prise de possession par le maître d'ouvrage avant l'achèvement total déclenche une réception partielle, nécessitant un état des lieux contradictoire.

Le délai de garantie court à partir de chaque réception partielle, mais la libération des sûretés attend la fin de la garantie de l'ensemble des travaux. Un décompte général unique est effectué, le dernier délai de réception partielle déclenchant le délai final.

La réception partielle aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de la phase traitée par lots séparés après que l'entreprise chargée de l'organisation collective et matérielle du chantier aura avisé simultanément le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de cet achèvement.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 20 jours calendaires à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et de l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et propre à chaque contrat de travaux.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jours calendaires à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au pouvoir adjudicateur la réception.

Si les délais fixés aux articles 41 à 43 du CCAG Travaux ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à 200 € HT.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au pouvoir adjudicateur.

## **8.7 Période de garantie de parfait achèvement**

---

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service accepté sans réserve.

Une pénalité de 200 € HT par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.



## **EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à ce que le coût des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soit le plus proche possible de l'enveloppe financière affectée à ces travaux.

Le Maître d'Œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux définit suite aux études d'avant-projet définitif (APD).

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de la prime éventuelle de l'assurance "Dommages ouvrage" ;
- de tous les frais techniques.

Le coût prévisionnel des travaux est arrondi à l'euro supérieur.

### **ARTICLE 10 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes) APD.

### **ARTICLE 11 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%.

### **ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLERANCE**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.

### **ARTICLE 13 - COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre considérée, tous critères confondus, comme la plus intéressante par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de

l'index BT INSEE correspondant pris respectivement au mois mo des offres de travaux ci-dessus et au mois mo des études du marché de maîtrise d'œuvre.  
Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours calendaires à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation ou d'engager une nouvelle négociation.

## **EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **ARTICLE 14 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Cet avenant qui fixe le coût de réalisation des travaux fait l'objet d'une validation de la caisse nationale finançant l'opération.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

### **ARTICLE 15 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois précédent celui de la remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

### **ARTICLE 16 - TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 5%.

### **ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 16.

## **ARTICLE 18 - COUT CONSTATE DES TRAVAUX**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions ou actualisation de prix.

## **ARTICLE 19 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE**

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux résultant du rapport de rémunération de la mission de base du titulaire sur le montant de l'enveloppe financière de travaux fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **ARTICLE 20 - MESURES CONSERVATOIRES**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

## **ARTICLE 21 - ORDRES DE SERVICE**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'Entrepreneur, avec copie au maître de l'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés et datés, numérotés et adressés à l'Entrepreneur, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à une modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- à une interruption ou ajournement des travaux ;
- à une modification de la masse de travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages ;
- au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du maître de l'ouvrage.
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.

Une copie des ordres de service accompagné de toute justification utile doit être remise au maître de l'ouvrage qui doit pouvoir s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis. En cas d'inobservation de cette clause, la responsabilité financière du maître d'œuvre pourra être recherchée.

## **ARTICLE 22 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

## **ARTICLE 23 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions de l'article 1.10 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

## **ARTICLE 24 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats respecte les dispositions des articles 22 à 25 du chapitre V du CCAG-MOE.

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour la France et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation des résultats, en l'état, pour les besoins découlant de l'objet du marché, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Le présent marché précise, en annexe, le cas échéant, les modalités de concession des droits patrimoniaux et notamment :

- le domaine d'exploitation des droits cédés (reproduction photographique des plans et/ou du bâtiment, support de la reproduction ou de la représentation);
- le lieu de la cession (territoire national, européen);
- la durée de la cession ;
- le prix de la concession.

Le présent marché dissocie le prix de cette concession de celui des prestations. A défaut, le montant du marché tient compte du prix de la concession.

Tout acte d'exploitation des résultats mentionnera le nom du titulaire du marché ou de tout autre auteur.

## **ARTICLE 25 – INTERRUPTION – SUSPENSION – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION**

En complément des situations prévues à l'article 25 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission définis à l'article 1.6 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité. Dans cette situation, il sera fait application des modalités de résiliation prévues aux articles 32 pour le décompte de résiliation et 33 du CCAG-MOE pour la remise des prestations.

## **ARTICLE 26 - ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur demande du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## **RESILIATION DU MARCHE – RESPONSABILITES – ASSURANCES**

### **ARTICLE 27 - RESILIATION DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 32.5 du CCAG-MOE, la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard 3 mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Il sera fait application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE, à l'exception de l'article 31 avec les précisions suivantes :

#### **27.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage**

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage décide d'interrompre définitivement la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE.

La fraction de la mission déjà réalisée est alors rémunérée sans abattement.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'Œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 32.2.2.4 du CCAG-MOE est fixé à 2%.

#### **27.2 Résiliation pour faute du Maître d'Œuvre**

Il est fait application de l'article 30.1 du CCAG-MOE. Le délai de mise en demeure prévu à l'article 30.2 du CCAG-MOE et qui sera accordé au Maître d'œuvre, est de 15 jours calendaires. Dans

l'hypothèse où le maître d'œuvre ne parviendrait pas à satisfaire aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure ou serait défaillant, le marché pourra être résilié aux torts de celui-ci par le pouvoir adjudicateur sur simple décision notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

La fraction de l'élément de mission déjà exécutée serait alors rémunérée et le titulaire n'aurait droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable dans les cas visés par l'article 30.2 du CCAG-MOE.

Aucune rémunération ni aucune indemnité ne sera alors due.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne se conforme pas aux stipulations du marché (non-application des modalités de remise de paiement, ...), le maître d'ouvrage le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires. Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre dans les conditions prévues par l'article 34 du CCAG-MOE.

### **27.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché ou liés au marché**

---

Il est fait application des articles 28 et 29 du CCAG listant les cas de résiliation particuliers liés à des événements extérieurs ou en lien avec le marché.

Dans le cadre de l'hypothèse de l'article 28.2 :

Tout jugement ordonnant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, conformément à l'article L 622-13 du Code de Commerce, le maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

En cas de réponse négative, ou de l'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'accusé de réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou réduit si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, ou du titulaire, de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, conformément à l'article L 641-10 alinéa 2 du Code de Commerce, la résiliation du marché est prononcée sauf si après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **27.4 Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel**

---

Dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance visé à l'article 11 du présent contrat, le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage selon les conditions définies à l'article 27-2 du présent article. Il en est de même, dans le cas d'un marché déclaré

infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

## **27.5 Exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre**

---

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-MOE, en cas de résiliation du marché prononcée en vertu des articles 28, 29 et 30 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur peut, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 34.4 du CCAG-MOE, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

## **27.6 Complément au chapitre VI du CCAG – MOE**

---

En complément du chapitre VI du CCAG – MOE et compte tenu des objectifs du maître d'ouvrage visant à respecter les coûts et les délais, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du maître d'œuvre s'il y a un dépassement, exclusivement imputable à celui-ci, du délai global supérieur à 3 mois constaté par rapport au calendrier. Les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées à l'article 27.2 du présent CCAP.

## **ARTICLE 28 – CONFIDENTIALITE - MESURE DE SECURITE**

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Le titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Chaque Partie s'interdit de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations confidentielles, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du contrat.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.



Consignes particulières d'accès aux locaux de l'organisme :

Le Titulaire s'engage à respecter les règles d'accès aux locaux du Maître d'ouvrage décrites ci-dessous :

- Le titulaire et le personnel employé pour l'exécution des prestations prendra connaissance et respectera les consignes précisées au CCAP,
- chaque badge et/ou clé confiée au titulaire pendant la durée du marché lui permet l'accès aux locaux du Maître d'ouvrage,
- le niveau d'habilitation des badges ainsi que l'amplitude horaire est défini par le Maître d'ouvrage,
- le(s) badge(s) et/ou clé(s) sont remis au début du marché, cette remise est formalisée par un document signé par les intervenants du titulaire. Ce document précise les accès autorisés, les amplitudes horaires, le nombre de badge et/ou clé remis, le nom des détenteurs, le nom et les coordonnées du correspondant du Maître d'ouvrage,
- le titulaire s'engage à restituer le(s) badges et/ou clé(s) en sa possession à la fin du marché,
- le titulaire s'engage à prévenir immédiatement son correspondant du Maître d'ouvrage lors de perte, détérioration de badge et/ou clé et le confirmera par écrit.
- Les moyens d'accès ne devront ni être remis, ni être dupliqués, ni être confiés ou dévoilés à un tiers sans autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

Le titulaire s'engage à observer et à respecter les points suivants :

- le personnel employé pour l'exécution des prestations ne permettra pas l'accès aux locaux du Maître d'ouvrage aux personnes étrangères au service du titulaire ou du Maître d'ouvrage,
- le personnel employé pour l'exécution des prestations veillera à la bonne fermeture des portes après chaque passage,
- le personnel employé pour l'exécution des prestations observera le règlement intérieur du Maître d'ouvrage et ses dispositions relatives aux règles d'hygiène et de sécurité,
- le personnel employé pour l'exécution des prestations prendra connaissance et respectera les consignes d'évacuation.

Le titulaire atteste avoir pris connaissance des consignes ci-dessus et reste responsable du respect de celles-ci.

Il s'engage à les respecter et les faire respecter par le personnel employé pour l'exécution des prestations.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

## **ARTICLE 29 – MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

## ARTICLE 30 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

## ARTICLE 31 - ASSURANCES

Le maître d'œuvre est tenu de souscrire une police auprès d'une compagnie d'assurance dûment agréée par la Direction des Assurances afin de garantir sa responsabilité décennale. Sa police devra comporter des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

De plus, le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-MOE sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

**La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.** Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les polices d'assurance souscrites s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions à la mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux suivants :

- Isolation des toitures terrasses,
- Remplacement des centrales de traitement d'air (CTA),
- Installation d'une production photovoltaïque sur bâtiment.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-MOE, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

## **ARTICLE 32 – AUTRES PIÈCES A PRODUIRE**

Les titulaires (font leur affaire de la collecte des documents ci-dessous pour le compte des cotraitants en tant que mandataire et des sous-traitants également) devront produire tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son terme :

- ⇒ En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire du marché remet à la CPAM des PO les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.
- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois,
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de 6 mois,
- ⇒ En application des articles D.8254-1 à D.8254-5 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire du marché remet à la CPAM des PO la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à fournir par le titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, en cas de non remise desdits documents, la CPAM des PO peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Ces pièces sont également exigées en cas de sous-traitance.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

## **ARTICLE 33 – SAISIE ARRET**

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains ordres de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

## **ARTICLE 34 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Perpignan est compétent en la matière.

## **DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **ARTICLE 34 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Lors de ses études et missions, le titulaire s'engage à améliorer la performance écologique du bâtiment dans le cadre d'une démarche HQE ou équivalente.

Le titulaire proposera des choix ou variantes de qualité environnementale :

- Les choix constructifs seront basés sur des indicateurs spécifiques (coefficients, ratios),
- Les choix des matériaux seront faits en fonction de leurs caractéristiques environnementales.

Ces choix satisferont aux exigences essentielles auxquelles doivent répondre les matériaux de construction, à savoir :

- Résistance mécanique et stabilité ;
- Sécurité en cas d'incendie ;
- Hygiène, santé et environnement ;
- Sécurité d'utilisation ;
- Protection contre le bruit ;
- Economies d'énergie et isolation thermique.

Les variantes environnementales devront rester compatibles avec les exigences de sécurité, de pérennité et de coût global raisonnable pour la maîtrise d'ouvrage.

Lors de ses études et missions, le titulaire favorisera également le recours aux éco-matériaux dans la construction/réhabilitation.

Plus précisément, les éco-matériaux seront décrits selon plusieurs critères, à savoir :

- Des critères techniques : les composants doivent assurer la pérennité et la sécurité du bâti.
- Des critères physiques en cohérence avec l'utilisation qui sera faite du composant : résistance thermique, mécanique, inertie, ouverture à la diffusion de la vapeur d'eau, durabilité...
- Des critères environnementaux : composant issu d'une ressource finie ou renouvelable, recyclabilité, contenu énergétique...
- Des critères sanitaires : composés.
- Des critères économiques : filières de production locales.

Ainsi, pour les éco-matériaux proposés, le titulaire fournira un dossier « variante » permettant d'exposer la nature, les raisons du choix, l'origine, les labels éventuels... Ce dossier permettra pour chaque éco-matériau employé de disposer des informations suivantes :

- Caractéristiques techniques : composition, dimensions, densité, conditionnement (vrac, panneaux...), mode de fabrication, performances thermiques, résistance au feu, stockage, transport et conditionnement, certifications des produits...

Documents à fournir : fiches techniques fournisseurs / fabricants.

- Caractéristiques environnementales : matière première renouvelable / issue du recyclage, origine de la matière première, émissions de gaz à effet de serre et consommations d'énergie liées à la fabrication du produit, consommation d'eau pour la fabrication, la mise en œuvre, la production de déchets (dangereux, non dangereux, recyclables, valorisés...), analyse de cycle de vie (si disponible).

Document à fournir : fiche de déclaration environnementale et sanitaire dite FDES (Base INIES).

- Caractéristiques sanitaires : impacts sur la santé de l'artisan, de l'utilisateur (émissions de poussières, émissions de COV, risques de moisissures et de dégradation...), qualités hygrométriques, acoustiques...

Documents à fournir : fiche de déclaration environnementale et sanitaire dite FDES

(Base INIES), étiquetage des émissions en polluants organiques volatils.

La liste des caractéristiques fournies précédemment n'est pas exhaustive et il est laissé libre choix au titulaire d'en ajouter ou d'en supprimer, selon les données dont il dispose.

De plus, pour les éco-matériaux proposés, le titulaire précisera s'ils disposent d'un avis technique (ATEC - CSTB), d'un agrément technique européen (ATE), d'un Document Technique d'Application (DTA CSTB), d'un Pass Innovation « Feu Vert » du CSTB ou encore d'une appréciation technique d'expérimentation (ATEX) ou s'ils font l'objet de règles professionnelles établies par la filière de production validées par l'Agence de la Qualité de la Construction.

La classification des matériaux et leur pose seront de techniques dites courantes et traditionnelles.

Une attention particulière sera donnée à la classe des matériaux de construction et de décoration, en lien avec les émissions en polluants volatils qu'ils génèrent.

Depuis le 1er janvier 2012, les produits de construction et de décoration sont munis d'une étiquette, prévue par le décret du 23 mars 2011, qui indique leur niveau d'émissions en polluants volatils. 4 classes d'émissions sont ainsi définies : très faibles émissions (A+) à fortes émissions (C).

Les produits concernés par cette réglementation sont les produits de construction ou de revêtements de parois amenés à être utilisés à l'intérieur des locaux, ainsi que les produits utilisés pour leur incorporation ou leur application (cloisons, revêtements, isolants, peintures, vernis, adhésifs...).

Dans le cadre des marchés de travaux, les produits concernés par cette réglementation devront porter une étiquette A+ dans la mesure du possible.

Dans ses études et missions, le titulaire s'engage à respecter la réglementation thermique ou environnementale en vigueur applicable au projet. Le titulaire prendra en compte lors de ses études et missions la maîtrise et la gestion des déchets produits par le chantier.

La gestion des déchets du chantier devra respecter l'ordre de priorité suivant :

1. Prévention.
2. Réemploi.
3. Recyclage.
4. Valorisation.
5. Elimination.

Le titulaire détaillera la gestion des déchets du chantier (amont, pendant, aval), à savoir :

- les actions prévues en matière de prévention des déchets.
- les types et les quantités de déchets qu'il prévoit de produire.
- le tri qui sera mis en œuvre.
- le lieu de stockage des déchets.
- les modalités d'évacuation et de traitement (recyclage, valorisation, élimination).
- l'organisation prévue du chantier
- la fourniture et la récupération des bordereaux de suivi des déchets et leurs vérifications.

Dans le cadre de la gestion des déchets, le titulaire, dans le cadre de la prévention, favorisera des pratiques qui évitent ou limitent la production de déchets ou encore qui remplacent des produits générant des déchets dangereux par des produits générant des déchets non dangereux.

A titre d'exemple :

- Calepinage : livraison des éléments de construction à la bonne taille afin d'éviter au maximum les découpes sur site ;
- Recours à des modes d'approvisionnement réduisant la quantité d'emballages.

Le respect de ces engagements fera l'objet d'une évaluation lors de la réception des études puis des travaux, sur la base des justificatifs remis par le titulaire.

Ces dispositions s'appliqueront en complément des exigences précisées dans les pièces techniques du marché.

## ARTICLE 35 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET AU CCAG TRAVAUX

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du contrat dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
10.1.1	4.4
16.2 et 16.2.4	6 à 8 et 19
20.4.2	7.2
32.5	27
34.1	27.5
9.2 et 19	31
Articles du CCAG-TRAVAUX auxquels il est dérogé	Articles du contrat par lesquels sont introduites ces dérogations
55.1.2	8.4

## ANNEXE 1 – MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION

- Cf. document Annexe 1 joint.

## ANNEXE 2 – LIVRET DE SECURITE DU PRESTATAIRE

- Cf. document Annexe 2 joint.